



COMMUNICATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2023



**COMPTES SOCIAUX
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

BILAN	(en milliers MAD)	
ACTIF	31 déc 2023	31 déc 2022
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX	8 522	54 474
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	1 251 600	221
A Vue	907	221
A Terme	1 250 692	-
CREANCES SUR LA CLIENTELE	28 061 641	26 848 614
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	2 403	2 787
Crédits et financements participatifs à l'équipement	28 017 114	26 816 162
Crédits et financements participatifs immobiliers	14 559	17 186
Autres crédits et financements participatifs	27 565	12 479
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	-	-
Bons du Trésor et Valeurs Assimilées	-	-
Autres Titres de Créance	-	-
Titres de Propriété	-	-
Certificats de Sukuks	-	-
AUTRES ACTIFS	539 438	562 766
TITRES D'INVESTISSEMENT	-	1 131 044
Bons du Trésor et Valeurs Assimilées	-	1 131 044
Autres Titres de Créance	-	-
Certificats de Sukuks	-	-
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES	25	25
Participation dans les entreprises liées	-	-
Autres titres de participation et emplois assimilés	25	25
Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
CREANCES SUBORDONNEES	-	-
DEPOTS D'INVESTISSEMENT PLACES	-	-
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION	-	-
IMMOBILISATIONS DONNEES EN IJARA	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	95	154
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	40 931	42 138
TOTAL ACTIF	29 902 251	28 639 435



ETAT DES SOLDES DE GESTION	(en milliers MAD)	
I- TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	31 déc 2023	31 déc 2022
(*) Intérêts et produits assimilés	1 400 446	1 257 049
(-) Intérêts et charges assimilés	733 469	595 522
MARGE D'INTERET	666 977	661 527
(*) Produits sur financements participatifs	-	-
(-) Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-
(*) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET DE LOCATION	-	-
(*) Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
(-) Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS D'IJARA	-	-
(*) Commissions perçues	1 394	156
(-) Commissions servies	149	222
MARGE SUR COMMISSIONS	1 245	66
(*) Résultat des opérations sur titres de transaction	1 029	-
(*) Résultat des opérations sur titres de placement	-	-
(*) Résultat des opérations de change	-	-
(*) Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ	1 029	-
(*) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
(*) Divers autres produits bancaires	-	-
(-) Diverses autres charges bancaires	-	-
PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DEPOTS D'INVESTISSEMENT	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	669 251	661 461
(*) Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-
(*) Autres produits d'exploitation non bancaire	459	1 712
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	216	178
(-) Charges générales d'exploitation	62 079	60 222
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	607 414	602 772
(*/-) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 535	662
(*/-) Autres dotations nettes des reprises aux provisions	15 760	21 004
RESULTAT COURANT	590 120	582 429
RESULTAT NON COURANT	- 180 214	- 28 403
(-) Impôts sur les résultats	210 819	216 131
RESULTAT NET DE L'EXERCICE *	199 087	337 895

* Au titre de l'exercice 2023, le résultat net du FEC est en retrait par rapport à 2022 tenant compte de la contribution de la Banque au Fonds spécial pour la gestion des effets du tremblement de terre ayant touché le Royaume du Maroc. Retraité de ladite contribution, le résultat net serait du même ordre que celui enregistré l'année dernière.

PASSIF	31 déc 2023	31 déc 2022
BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX	-	-
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	14 428 012	12 665 807
A Vue	-	-
A Terme	14 428 012	12 665 807
DEPOTS DE LA CLIENTELE	-	-
Comptes à Vue Crédeurs	-	-
Comptes d'Epargne	-	-
Dépôts à Terme	-	-
Autres Comptes Crédeurs	-	-
DETTES ENVERS LA CLIENTELE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS	-	-
TITRES DE CREANCE EMIS	9 226 263	9 958 173
Titres de Créance Négociables	1 000 154	1 000 155
Emprunts Obligataires	8 226 109	8 958 018
Autres Titres de Créance Emis	-	-
AUTRES PASSIFS	283 028	271 396
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	88 469	72 709
PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE	-	-
DETTES SUBORDONNEES	1 016 831	1 010 790
DEPOTS D'INVESTISSEMENT RECUS	-	-
ECARTS DE REEVALUATION	-	-
RESERVES ET PRIMES LIEES AU CAPITAL	3 660 581	3 322 666
CAPITAL	1 000 000	1 000 000
ACTIONNAIRES, CAPITAL NON VERSE (-)	-	-
REPORT A NOUVEAU (+/-)	-	-
RESULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	-	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	199 087	337 895
TOTAL PASSIF	29 902 251	28 639 435

HORS BILAN	(en milliers MAD)	
	31 déc 2023	31 déc 2022
ENGAGEMENTS DONNES	4 990 773	5 185 755
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	4 990 773	5 185 755
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	2 132 329	2 781 831
Engagements de financement recus d'établissements de crédit et assimilés	2 132 329	2 781 831
Engagements de garantie recus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie recus de l'Etat et d'Organismes de garantie divers	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	(en milliers MAD)	
	31 déc 2023	31 déc 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 402 869	1 257 205
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	11 801	1 972
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 360 901	1 255 077
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	27 744	-
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuks	-	-
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	1 394	156
Autres produits bancaires	1 029	-
Transfert de charges sur dépôts d'investissement recus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	733 618	595 745
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	396 295	255 315
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	337 175	340 207
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	149	222
Transfert de produits sur dépôts d'investissement recus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	669 251	661 461
Produits d'exploitation non bancaire	459	1 712
Charges d'exploitation non bancaire	216	178
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	62 079	60 222
Charges de personnel	48 256	47 319
Impôts et taxes	847	840
Charges externes	6 639	5 375
Autres charges générales d'exploitation	3 935	3 613
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	2 442	3 075
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRICOUVRABLES	23 563	24 713
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	2 200	613
Pertes sur créances irrécouvrables	21 363	24 100
Autres dotations aux provisions	-	-
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	6 268	4 370
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	665	1 275
Récupérations sur créances amorties	5 603	3 095
Autres reprises de provisions	-	-
RESULTAT COURANT	590 120	582 429
Produits non courants	81	5
Charges non courantes	180 204	28 409
RESULTAT AVANT IMPOTS	409 906	554 026
Impôts sur les résultats	210 819	216 131
RESULTAT NET DE L'EXERCICE *	199 087	337 895

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	(en milliers MAD)	
	31 déc 2023	31 déc 2022
Produits d'exploitation bancaire perçus	1 402 869	1 257 205
Récupérations sur créances amorties	-	-
Produits d'exploitation non bancaire perçus	540	1 719
Charges d'exploitation bancaire versées	733 618	595 745
Charges d'exploitation non bancaire versées	180 511	28 587
Charges générales d'exploitation versées	59 638	57 147
Impôts sur les résultats versés	210 819	216 131
I. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	218 823	361 313
Variation des :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	- 1 251 379	725
Créances sur la clientèle	- 1 214 874	- 665 597
Titres de transaction et de placement	-	-
Autres actifs	23 641	- 261 356
Titres Moudaraba et Moucharaka	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations données en Ijara	-	-
Dépôts d'investissement placés auprès des établissements de crédit et assimilés	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 762 205	2 706 780
Dépôts de la clientèle	-	-
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	-	-
Titres de créance émis	- 725 889	- 1 217 641
Autres passifs	11 632	237 239
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	- 1 394 644	800 149
III. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	- 1 175 821	1 161 462
Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
Acquisition d'immobilisations financières	- 1 131 044	1 131 044
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	1 176	328
Intérêts perçus	-	-
Dividendes perçus	-	-
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	1 129 869	- 1 131 372
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie recus	-	-
Emission de dettes subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement recus	-	-
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Dépôts d'investissement remboursés	-	-
Intérêts versés	-	-
Rémunérations versées sur dépôts d'investissement	-	-
Dividendes versés	-	-
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-	-
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+IV+V)	- 45 952	30 091
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	54 474	24 384
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	8 522	54 474

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES	
INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT	
*Application des méthodes d'évaluation prévues par le "Plan Comptable des Etablissements de Crédit" entré en vigueur depuis le 01/01/2000.	
*Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.	
Les principales dispositions appliquées au résumé comme suit:	
- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-doutées, douteuses ou compromises.	
- Les créances en souffrance sont, après déduction des quotas de garantie prévues par la réglementation en vigueur [lettre circulaire n° 25/G/97, circulaires n° 19/G/2002 et 38/G/2004], provisionnées à hauteur de:	
• 20 % pour les créances pré-doutées,	
• 50 % pour les créances douteuses,	
• 100 % pour les créances compromises.	
* Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.	
Les immobilisations incorporelles et corporelles sont amorties selon la réglementation en vigueur.	
* Les états de synthèse sont présentés conformément aux dispositions du PCEC.	

ETAT DES DEROGATIONS		
INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation		
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES		
INDICATIONS DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE DES CHANGEMENTS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation		
II. Changements affectant les règles de présentation		

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES						
CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Services des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédits et assimilés au Maroc	Etablissements de crédits à l'étranger	Total 31 déc 2023	Total 31 déc 2022
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	6 317	903	4	-	7 224	54 203
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
PRETS DE TRESORERIE	1 250 000	-	-	-	1 250 000	-
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	1 250 000	-	-	-	1 250 000	-
PRETS FINANCIERS	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREANCES	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	2 159	692	-	-	2 851	489
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-
TOTAL	8 476	1 251 595	4	-	1 260 076	54 692

CREANCES SUR LA CLIENTELE						
CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31 déc 2023	Total 31 déc 2022
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autres clients		
CREDITS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
Comptes à vue débiteurs	-	-	-	-	-	-
Créances commerciales sur le Maroc	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-
Autres crédits de trésorerie	-	-	-	-	-	-
CREDITS A LA CONSOMMATION	-	-	2 403	-	2 403	2 787
CREDITS A L'EQUIPEMENT	27 193 075	-	-	-	27 193 075	26 081 692
CREDITS IMMOBILIERS	-	-	14 559	-	14 559	17 186
AUTRES CREDITS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	824 039	-	-	-	824 039	734 469
CREANCES EN SOUFFRANCE	27 565	-	-	-	27 565	12 479
Créances pré-doutées	7 488	-	-	-	7 488	10 060
Créances douteuses	19 481	-	-	-	19 481	1 756
Créances compromises	596	-	-	-	596	663
TOTAL	28 044 679	-	-	16 962	28 061 641	26 848 614

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR						
Titres	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31 déc 2023	Total 31 déc 2022
			Financiers	Non financiers		
Titres cotés	-	-	-	-	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
Titres non cotés	-	-	-	-	-	1 131 044
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	1 131 044
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-	1 131 044

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES							
NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraites au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions		Montant net de l'exercice
					Montant des amortis. et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	21 041	90	-	21 131	20 888	149	21 037
Droit au bail	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en recherches et développement	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	21 041	90	-	21 131	20 888	149	21 037
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	124 013	1 086	-	125 099	81 875	2 293	84 168
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	69 323	-	-	69 323	29 964	1 552	31 516
Terrain d'exploitation	7 229	-	-	7 229	-	-	7 229
Immeubles d'exploitation, Bureaux	61 194	-	-	61 194	29 360	1 530	30 890
Immeubles d'exploitation, Logements de fonctions	900	-	-	900	604	23	626
MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	27 561	198	-	27 759	26 672	420	27 092
Mobilier de bureau d'exploitation	7 876	45	-	7 921	7 652	53	7 705
Matériel de bureau d'exploitation	949	1	-	950	949	0	949
Matériel informatique	18 058	152	-	18 211	17 395	366	17 761
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	677	-	-	677	-	-	677
Autres matériels d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	17 309	871	-	18 180	17 220	134	17 953
IMMOBILISATION CORPORELLE HORS EXPLOITATION	9 820	17	-	9 837	8 019	187	8 206
Terrain hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-
Immeubles hors exploitation	5 545	-	-	5 545	3 922	139	4 061
Mobilier et matériel hors exploitation	2 344	-	-	2 344	2 207	27	2 234
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	1 931	17	-	1 948	1 890	21	1 911
TOTAL	145 054	1 176	-	146 230	102 762	2 442	105 204

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT						
Titres	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
Titres de transaction	-	-	-	-	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
Titres de placement	-	-	-	-	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
Titres d'investissement	-	-	-	-	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-	-

DETAIL DES AUTRES ACTIFS			
ACTIF	31 déc 2023	31 déc 2022	
Instruments optionnels achetés	-	-	-
Opérations diverses sur titres	-	-	-
Débiteurs divers	263 826	251 367	
Sommes dues par l'Etat	263 483	250 385	
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-	
Sommes dues par le personnel	-	-	
Comptes clients de prestations non bancaires	-	-	
Divers autres débiteurs	343	982	
Valeurs et emplois divers	-	-	
Comptes de régularisation	275 612	311 399	
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-	
Contrepartie du résultat de change de hors bilan	-	-	
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan	-	-	
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan	-	-	
Comptes d'écart sur devises et titres	5 553	50 290	
Résultats sur produits dérivés de couverture	215 359	219 556	
Charges à répartir sur plusieurs exercices	4 060	5 560	
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	-	-	
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	50 301	35 643	
Autres comptes de régularisation	339	351	
Créances en souffrance sur opérations diverses	-	-	
TOTAL	539 438	562 766	

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES									
Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat Net	
Participation dans les entreprises liées									
Autres titres de participation									
MAROCLEAR SA	Dépositaire Central	100 000	0,025%	25	25	31/12/2022	334 068	12 559	-
TOTAL PARTICIPATIONS				25	25		334 068	12 559	-
EMPLOIS ASSIMILES									
TOTAL GENERAL				25	25		334 068	12 559	-

CREANCES SUBORDONNEES					
CREANCES SUBORDONNEES	Montant		Dont entreprises liées et apparentées		TOTAL
	31 déc 2023	31 déc 2022	31 déc 2023	31 déc 2022	
	Brut	Provisions	Net	Net	
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés					NEANT
Créances subordonnées à la clientèle					NEANT
TOTAL					

IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE									
NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraites au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions	Montant net à la fin de l'exercice	
					Dotations au titre de l'exercice	Cumul des amortissements			
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	-	-	-	-	-	-	-	-	
Crédit-bail sur immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	
Crédit-bail mobilier	-	-	-	-	-	-	-	-	
Crédit-bail mobilier en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	
Crédit-bail mobilier loué	-	-	-	-	-	-	-	-	
Crédit-bail mobilier non loué après réalisation	-	-	-	-	-	-	-	-	
Crédit-bail immobilier	-	-	-	-	-	-	-	-	
Crédit-bail immobilier en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	
Crédit-bail immobilier loué	-	-	-	-	-	-	-	-	
Crédit-bail immobilier non loué après réalisation	-	-	-	-	-	-	-	-	
Loyers courus à recevoir	-	-	-	-	-	-	-	-	
Loyers restructurés	-	-	-	-	-	-	-	-	
Loyers impayés	-	-	-	-	-	-	-	-	
Créances en souffrance	-	-	-	-	-	-	-	-	
IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE	-	-	-	-	-	-	-	-	
Biens mobiliers en location simple	-	-	-	-	-	-	-	-	
Biens immobiliers en location simple	-	-	-	-	-	-	-	-	
Loyers courus à recevoir	-	-	-	-	-	-	-	-	
Loyers restructurés	-	-	-	-	-	-	-	-	
Loyers impayés	-	-	-	-	-	-	-	-	
Créances en souffrance	-	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL	-	-	-	-	-	-	-	-	

IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE							
NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraites au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions		Montant net de l'exercice
					Montant des amortis. et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail sur immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail mobilier	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail mobilier en cours	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail mobilier loué	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail mobilier non loué après réalisation	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail immobilier	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail immobilier en cours	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail immobilier loué	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail immobilier non loué après réalisation	-	-	-	-	-	-	-
Loyers courus à recevoir	-	-	-	-	-	-	-
Loyers restructurés	-	-	-	-	-	-	-
Loyers impayés	-	-	-	-	-	-	-
Créances en souffrance	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE	-						

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS (en milliers MAD)

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant Brut	Amortissements cumulés	Valeur nette comptable	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
-------------------------------	--------	--------------	------------------------	------------------------	--------------------	------------------------	-------------------------

NEANT

TOTAL



DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES (en milliers MAD)

DETTES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Services des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total	
					31 déc 2023	31 déc 2022
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	-	-	-	-	-
VALEURS DONNEES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
EMPRUNTS FINANCIERS	-	9 107 968	1 850 000	3 020 027	13 977 995	12 353 588
AUTRES DETTES	-	-	-	211 956	211 956	207 148
INTERETS COURUS A PAYER	-	213 123	4 824	20 114	238 061	105 131
TOTAL	-	9 321 091	1 854 824	3 252 097	14 428 012	12 665 807

DEPOTS DE LA CLIENTELE (en milliers MAD)

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total	
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	31 déc 2023	31 déc 2022
Comptes à vue créditeurs	-	-	-	-	-	-
Comptes d'épargne	-	-	-	-	-	-
Dépôts à terme	-	-	-	-	-	-
Autres comptes créditeurs	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus à payer	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-	-

TITRES DE CREANCES EMIS (en milliers MAD)

NATURE DES TITRES	Date de jouissance	Date d'échéance	Caractéristiques		Mode de remboursement (1)	Montant	Dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement
			Valeur nominale unitaire	Taux nominal			Entreprises	Autres	
Titres de créance négociables						1 000 000			
Certificat de Dépôt	30/12/2019	30/12/2024	100	2,82%	In fine	1 000 000			
Emprunts obligataires						8 091 600			
Emprunts obligataires	20/01/2012	20/01/2027	100	5,30%	Amortissable	288 667			
Emprunts obligataires	08/12/2014	08/12/2029	100	3,44%	Amortissable	339 600			
Emprunts obligataires	08/12/2014	08/12/2024	100	3,69%	In fine	151 000			
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2030	100	4,60%	Amortissable	398 000			
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2025	100	3,96%	In fine	89 000			
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2025	100	3,96%	In fine	220 000			
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2031	100	3,92%	Amortissable	170 667			
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2026	100	3,64%	In fine	285 000			
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2031	100	4,04%	Amortissable	628 667			
Emprunts obligataires	06/12/2017	06/12/2032	100	3,93%	Amortissable	480 000			
Emprunts obligataires	06/12/2017	06/12/2032	100	3,59%	In fine	200 000			
Emprunts obligataires	06/12/2017	06/12/2032	100	3,79%	Amortissable	600 000			
Emprunts obligataires	13/07/2018	13/07/2033	100	3,94%	Amortissable	668 667			
Emprunts obligataires	12/07/2019	12/07/2034	100	3,49%	Amortissable	368 667			
Emprunts obligataires	12/07/2019	12/07/2034	100	3,49%	Amortissable	1 100 000			
Emprunts obligataires	18/12/2020	31/03/2036	100	2,96%	Amortissable	1 793 333			
Emprunts obligataires	12/01/2022	12/01/2037	100	2,51%	Amortissable	933 333			
TOTAL						9 091 600			

(1) Il s'agit de : Certificats de dépôt - Emprunts obligataires - Bons de sociétés de financement - Autres titres de créance
(2) Amortissement : Annuel - In fine

DETAIL DES AUTRES PASSIFS (en milliers MAD)

PASSIF	31 déc 2023	31 déc 2022
Instruments optionnels vendus	-	-
Opérations diverses sur titres	-	-
Créditeurs divers	227 318	233 118
Sommes dues à l'Etat	225 074	230 288
Sommes dues aux organismes de prévoyance	685	1 355
Sommes diverses dues au personnel	-	-
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	-	-
Fournisseurs de biens et services	1 484	1 445
Divers autres créditeurs	74	30
Comptes de régularisation	55 710	38 278
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Comptes d'écart sur devises et titres	131	-
Résultats sur produits dérivés de couverture	43 583	27 588
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	-	-
Charges à payer et produits constatés d'avance	11 654	10 400
Autres comptes de régularisation	342	290
TOTAL	283 028	271 386

PROVISIONS (en milliers MAD)

PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF :	Encours		Dotations	Reprises	Autres variations	Encours	
	31 déc 2022	31 déc 2023				31 déc 2022	31 déc 2023
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	6 118	2 194	-	347	-	7 966	-
Titres de placements	-	-	-	-	-	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs	10 695	6	-	319	-	10 382	-
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	72 709	21 363	5 603	-	-	88 469	-
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	72 709	21 363	5 603	-	-	88 469	-
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	-	-	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	89 522	23 563	6 268	-	-	106 817	-

SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE (en milliers MAD)

	Objet économique	Montant global	Utilisation	
			Montant 31 déc 2022	Montant 31 déc 2023
Subventions	-	-	-	-
Fonds publics affectés	-	-	-	-
Fonds spéciaux de garantie	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-

DETTES SUBORDONNEES (en milliers MAD)

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Conditions de remboursement anticipé, subordonnée et convertibilité (3)	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (contre-valeur MAD)	Dont entreprises liées		Dont entreprises apparentées	
							Montant (c/v MAD) 31 déc 2023	Montant (c/v MAD) 31 déc 2022	Montant (c/v MAD) 31 déc 2023	Montant (c/v MAD) 31 déc 2022
Dirhams	200 000	-	3,61%	10	-	200 000	-	-	-	-
Dirhams	800 000	-	3,66%	10	-	800 000	-	-	-	-
TOTAL	1 000 000	-	-	-	-	1 000 000	-	-	-	-

(1) Cours Bank Al-Maghrib au 31/12/N
(2) Eventuellement indéterminée
(3) Se référer au contrat de dettes subordonnées

CAPITAUX PROPRES (en milliers MAD)

CAPITAUX PROPRES	Encours 31 déc 2022	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31 déc 2023
Ecarts de réévaluation	-	-	-	-
Reserves et primes liées au capital	3 322 666	337 895	-	3 660 561
Réserve légale	-	-	-	-
Autres réserves	3 322 666	337 895	-	3 660 561
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	-	-	-
Capital	1 000 000	-	-	1 000 000
Capital appelé	-	-	-	-
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	1 000 000	-	-	1 000 000
Actionnaires - Capital non versé	-	-	-	-
Report à nouveau (+/-)	-	-	-	-
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-
Résultats nets de l'exercice (+/-)	337 895	- 337 895	199 087	199 087
TOTAL	4 660 561	-	199 087	4 859 648

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE (en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	31 déc 2023	31 déc 2022
Engagements de financement et de garantie donnés	4 990 773	5 185 755
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmées	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	4 990 773	5 185 755
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmées	4 990 773	5 185 755
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Crédits documentaires export confirmés	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédit données	-	-
Autres cautions, avals et garanties données	-	-
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Garanties de crédit données	-	-
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
Autres cautions et garanties données	-	-
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de financement et de garantie reçus	2 132 329	2 781 831
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	2 132 329	2 781 831
Ouvertures de crédit confirmées	2 132 329	2 781 831
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-

ENGAGEMENTS SUR TITRES (en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	Montant
Engagements donnés	-
Titres achetés à réméré	-
Autres titres à livrer	-
Engagements reçus	-
Titres vendus à réméré	-
Autres titres à recevoir	-

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES (en milliers MAD)

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	31 déc 2023	31 déc 2022	31 déc 2023	31 déc 2022
Opérations de change à terme	171 775	191 967	-	-
Devises à recevoir	-	-	-	-
Dirhams à livrer	215 359	219 556	-	-
Devises à livrer	-	-	-	-
Dirhams à recevoir	43 583	27 588	-	-
Dont swaps financiers de devises	-	-	-	-
Engagements sur produits dérivés	-	-	-	-
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-	-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	-	-	-	-



VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE				31 décembre 2023
				(en milliers MAD)
Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du Hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature données	Montants des créances ou des engagements par signature donnés couverts	
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-
Autres titres	-	-	-	-
Hypothèques	380 000	Compte 2313	380 000	-
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-	-
TOTAL	380 000		380 000	
Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du Hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts	
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-
Autres titres	-	-	-	-
Hypothèques	-	-	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-	-
TOTAL				

NEANT

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE							31 décembre 2023
							(en milliers MAD)
	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL	
ACTIF							
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	407 224	-	850 000	-	-	1 257 224	-
Créances sur la clientèle	35 654	897 426	1 503 142	9 490 893	15 280 787	27 207 902	-
Titres de créance	-	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	442 878	897 426	2 353 142	9 490 893	15 280 787	28 465 126	
PASSIF							
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	184 638	341 937	606 274	4 767 041	8 290 060	14 189 951	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Titres de créance émis	133 333	133 333	1 627 267	3 610 067	3 587 600	9 091 600	-
Emprunts subordonnés	-	-	-	1 000 000	-	1 000 000	-
TOTAL	317 972	475 270	2 233 541	9 377 108	11 877 660	24 281 551	

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE					31 décembre 2023
					(en milliers MAD)
Nombre	Montant global des risques	Montant des risques dépassant 10% des fonds propres			
		Crédita par décaissement	Crédita par signature	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire	

NEANT

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE			31 décembre 2023
			(en milliers MAD)
BILAN		Montant	
ACTIF		-	
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-
Titres de transaction et de placement et d'investissement	-	-	-
Autres actifs	-	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et location	-	-	-
Immobilisations incorporelles et corporelles	-	-	-
PASSIF		3 252 097	
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-	3 252 097	-
Dépôts de la clientèle	-	-	-
Titres de créance émis	-	-	-
Autres passifs	-	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-	-
Dettes subordonnées	-	-	-
HORS BILAN			
ENGAGEMENTS DONNES			
ENGAGEMENTS REÇUS		1 632 329	

MARGE D'INTERET				31 décembre 2023
				(en milliers MAD)
	31 déc 2023	31 déc 2022		
Intérêts perçus	1 400 445	1 257 049		
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	1 180 1	1 972	-	-
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 360 901	1 255 077	-	-
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	27 744	-	-	-
Intérêts servis	733 469	595 522		
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	396 295	255 315	-	-
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	-	-	-	-
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	337 175	340 207	-	-
TOTAL	666 977	661 527		

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE		31 décembre 2023
		(en milliers MAD)
CATEGORIE DE TITRES	Produits perçus	
Titres de placement	-	-
Titres de participation	-	-
Participations dans les entreprises liées	-	-
Titres de faculté de portefeuille	-	-
Emplois assimilés	-	-
TOTAL		

NEANT

COMMISSIONS			31 décembre 2023
			(en milliers MAD)
COMMISSIONS	Montant		
Commissions perçues	1 394		
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	-	-
Sur opérations avec la clientèle	-	-	-
Sur opérations de change	-	-	-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-	-	-
Sur produits dérivés	-	-	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	-	-	-
Sur moyens de paiement	-	-	-
Sur activités de conseil et d'assistance	-	-	-
Sur ventes de produits d'assurances	-	-	-
Sur autres prestations de service	1 394	-	-
Commissions versées	149		
Sur opérations avec les établissements de crédit	57	-	-
Sur opérations avec la clientèle	-	-	-
Sur opérations de change	-	-	-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-	-	-
Sur produits dérivés	-	-	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	92	-	-
Sur moyens de paiement	-	-	-
Sur activités de conseil et d'assistance	-	-	-
Sur ventes de produits d'assurances	-	-	-
Sur autres prestations de service	-	-	-

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ				(en milliers MAD)
PRODUITS ET CHARGES	31 déc 2023	31 déc 2022		
Produits	1 029	-		
Gains sur les titres de transaction	1 029	-	-	-
Plus-value de cession sur titres de placement	-	-	-	-
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	-	-	-	-
Gains sur les produits dérivés	-	-	-	-
Gains sur les opérations de change	-	-	-	-
Charges	-	-		
Pertes sur les titres de transaction	-	-	-	-
Moins value de cession sur titres de placement	-	-	-	-
Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement	-	-	-	-
Pertes sur les produits dérivés	-	-	-	-
Pertes sur opérations de change	-	-	-	-
RESULTAT	1 029	-		

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION		31 décembre 2023
		(en milliers MAD)
	Montant	
Charges du personnel	48 256	-
Impôts et taxes	847	-
Charges externes	6 638	-
Autres charges générales d'exploitation	3 835	-
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	2 442	-
TOTAL	62 079	

AUTRES PRODUITS ET CHARGES		31 décembre 2023
		(en milliers MAD)
	Montant	
Autres produits et charges bancaires	1 029	
Autres produits bancaires	1 029	-
Autres charges bancaires	149	-
Produits et charges d'exploitation non bancaires	459	
Produits d'exploitation non bancaires	459	-
Charges d'exploitation non bancaires	216	-
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	23 563	
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	6 268	
Produits et charges non courants	81	
Produits non courants	81	-
Charges non courantes	180 294	-

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE				31 décembre 2023
				(en milliers MAD)
VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE				
Pôle d'Activité	Produit Net Bancaire	Résultat Brut d'Exploitation	Résultat Avant Impôt	
Activité bancaire	669 251	607 414	409 906	-
Autres Activités	-	-	-	-
TOTAL	669 251	607 414	409 906	
VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE				
Zone Géographique	Produit Net Bancaire	Résultat Brut d'Exploitation	Résultat Avant Impôt	
Maroc	669 251	607 414	409 906	-
Autres Zones	-	-	-	-
TOTAL	669 251	607 414	409 906	

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL			31 décembre 2023
			(en milliers MAD)
INTITULES	Montant	Montant	
I- Résultat Net Comptable	199 087		
Bénéfice net	199 087		
Perte nette	-		
II- Réintégrations fiscales	415 323		
1- Courantes	25 288		
Charges sur exercices antérieurs	1 103		
Charges hors exploitation	497		
Dotations aux provisions pour risques généraux	21 363		
Dotations aux provisions pour CES	2 194		
Ecart de conversion passif	131		
2- Non courantes	390 035		
Impôts sur les sociétés	210 819		
Contribution au Fonds Spécial pour la gestion des impacts du séisme du 8 septembre 2023	150 000		
Contribution sociale de solidarité	29 207		
Autres charges non courante	10		
III- Déductions fiscales	55 950		
1- Courantes	5 950		
Reprises sur provisions pour risques généraux	5 603		
Reprises sur provisions pour CES	347		
-	-		
2- Non courantes	50 000		
1/5 Contribution au profit du Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Coronavirus (Covid-19)	20 000		
1/5 Contribution au Fonds Spécial pour la gestion des impacts du séisme du 8 septembre 2023	30 000		
-	-		
TOTAL	614 411	55 950	
IV- Résultat brut fiscal	558 461		
Bénéfice brut fiscal (A)	558 461		
Déficit brut fiscal (B)	-		
V- Reports déficitaires imputés (C)*			
Exercice N-4	-		
Exercice N-3	-		
Exercice N-2	-		
Exercice N-1	-		
VI- Résultat net fiscal	558 461		
Bénéfice net fiscal (A - C)	558 461		
OU			
Déficit net fiscal (B)	-		
VII- Cumul des amortissements fiscalement différés			
VIII- Cumul des déficits fiscaux restant à reporter			
Exercice N-4	-		
Exercice N-3	-		
Exercice N-2	-		
Exercice N-1	-		

(*) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS		31 décembre 2023
		(en milliers MAD)
I- DETERMINATION DU RESULTAT	Montant	
Résultat courant d'après le compte de produits et charges	590 120	
(+) Réintégrations fiscales sur opérations courantes	25 288	
(-) Déductions fiscales sur opérations courantes	5 950	
(=) Résultat courant théoriquement imposable	609 458	
(-) Impôt théorique sur résultat courant	230 070	
(=) Résultat courant après impôts	379 388	
II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES		

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE					31 décembre 2023
					(en milliers MAD)
NATURE	Solde au début de l'exercice (1)	Opérations comptables de l'exercice (2)	Déclarations de TVA de l'exercice (3)	Solde Fin d'exercice (4=1+2-3)	
A- TVA collectée	9 764	160 179	159 890	10 053	
B- TVA à récupérer	14 578	56 046	60 282	10 342	
Sur charges	14 578	55 837	60 071	10 342	
Sur immobilisations	3	210	212	0	
C- TVA due ou crédit de TVA (A-B)	- 4 814	104 133	99 608	- 289	

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL						31 décembre 2023
						(en milliers MAD)
Montant du capital:						1 000 000
Montant du capital social souscrit non appelé:						-
Valeur nominale des titres:						
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue (%)	Pourcentage des droits de vote (%)	
		Exercice précédent	Exercice actuel			
ETAT				100	100	
TOTAL				100	100	

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE				31 décembre 2023
				(en milliers MAD)
A- Origine des résultats affectés	Montant	B- Affectation des résultats	Montant	
Décision du CA : 31/05/2023				
Report à nouveau	-	Réserves légales	-	
Résultats nets en instance d'affectation	-	Dividendes	-	
Résultats net de l'exercice	337 895	Autres affectations	337 895	
Prélèvement sur les bénéfices	-			
Autres prélèvements	-			
TOTAL A	337 895	TOTAL B	337 895	

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES				(en milliers MAD)
	31 déc 2023	31 déc 2022	31 déc 2021	
Capitaux propres et assimilés	4 859 648	4 660 561	4 322 666	
A déduire -Montant concernant le Fonds d'Accompagnement des Collectivités Territoriales	-	-	-	
Capitaux propres et assimilés nets	4 859 648	4 660 561	4 322 666	
Opérations et résultats de l'exercice				
Produit net bancaire	669 251	661 461	637 426	
Résultat avant impôts	409 906	554 026	536 964	
Impôts sur les résultats	210 819	216 131	208 484	
Bénéfices distribués	-	-	-	
Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation)	199 087	337 895	328 481	
Résultat par titre (en MAD)				
Résultat net par action ou part sociale				
Bénéfice distribué par action ou part sociale				
Personnel				
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	42 948	40 887	40 366	
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	89	91	92	

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS			(en milliers MAD)
I. DATATION			
Date de clôture (1)			31/12/2023
Date d'établissement des états de synthèse (2)			Février 2024
(1) justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice			
(2) justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse			
II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1^{ère} COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE			
Dates	Indication des événements		
	Favorables		
	Défavorables		

NEANT

EFFECTIFS			(En nombre)
EFFECTIFS	31 déc 2023	31 déc 2022	
Effectifs rémunérés	87	91	
Effectifs utilisés	87	91	
Effectifs équivalent plein temps	87	91	
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	-	-	
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	-	-	
Cadres (équivalent plein temps)	81	84	
Employés (équivalent plein temps)	6	7	
Dont effectifs employés à l'étranger	-	-	

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS				(en milliers MAD)
TITRES	Nombre de comptes		Montant	
	31 déc 2023	31 déc 2022	31 déc 2023	31 déc 2022
Titres dont l'établissement est dépositaire				
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire				
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

NEANT

RESEAU			(en nombre)
RESEAU	31 déc 2023	31 déc 2022	
Guichets permanents			
Guichets périodiques			
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque			
Secoursales et agences à l'étranger			
Bureaux de représentation à l'étranger			

NEANT

COMPTES DE LA CLIENTELE			(En nombre)
COMPTES DE LA CLIENTELE	31 déc 2023	31 déc 2022	
Comptes courants			
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger			
Autres comptes chèques			
Comptes d'affacturage			
Comptes d'épargne			
Comptes à terme			
Bons de caisse			
Autres comptes de dépôts			

NEANT

État des créances en souffrance et des provisions correspondantes au 31/12/2023					(en milliers MAD)
	31 déc 2023		31 déc 2022		
	Créances	Provisions	Créances	Provisions	
Prêts Classiques					
Créances prèdoutouses	7 919	312	10 584	419	
Créances douteuses	22 583	2 164	2 125	194	
Créances compromises	5 927	5 344	5 927	5 344	
Sous total 1	36 428	7 820	18 635	5 957	
Prêts MEN					
Créances prèdoutouses	-	-	-	-	
Créances douteuses	-	-	-	-	
Créances compromises	851	146	995	162	
Sous total 2	851	146	995	162	
Total Général	37 279	7 966	19 631	6 118	



DISPOSITIF DE GESTION GLOBALE DES RISQUES

1. Gestion intégrée des risques

1.1 Principes de contrôle et de gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance de la gestion des risques au Fonds d'Équipement Communal repose sur :

- l'engagement résolu du Conseil d'Administration à privilégier la gestion des risques ;
- la forte implication de l'ensemble de l'encadrement de l'Institution dans le processus ;
- des procédures et des responsabilités clairement définies au sein de l'organisation ;
- l'attribution de ressources appropriées pour la gestion des risques et le développement d'une sensibilité aux risques chez toutes les parties prenantes.

1.2 Structure et gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance et la gestion des risques sont assurées par les instances décrites ci-après :

Organe d'Administration

Le Conseil d'Administration est présidé par le Chef du Gouvernement ou par l'Autorité Gouvernementale déléguée par lui à cet effet.

Il comprend, en outre, les membres suivants :

- 2 représentants du Ministère de l'Intérieur ;
- 2 représentants du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- 1 représentant du Ministère de la Santé et de la Protection Sociale ;
- 1 représentant du Ministère de l'Équipement et de l'Eau ;
- 1 représentant du Ministère de la Transition Énergétique et du Développement Durable ;
- le représentant de l'Agence Nationale de Gestion Stratégique des Participations de l'Etat et de Suivi des Performances des Établissements et Entreprises Publiques (ANGSPE) ;
- le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) ;
- des membres représentant les élus : 8 conseillers communaux désignés parmi les conseillers communaux figurant sur une liste établie à cet effet.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins du FEC l'exigent et au moins deux fois par an.

Le Commissaire du Gouvernement désigné auprès du FEC, conformément aux textes en vigueur, assiste avec voix consultative aux réunions du Conseil d'Administration.

Comité d'Audit et des Risques

Le Conseil d'Administration est assisté par un Comité d'Audit et des Risques, conformément aux dispositions légales et réglementaires, relatives au contrôle interne des établissements de Crédit.

Le Comité d'Audit et des Risques comprend, outre le Directeur Général de l'Agence Nationale de Gestion Stratégique des Participations de l'Etat et de Suivi des Performances des Établissements et Entreprises Publiques, ou son représentant, Président :

- le Wali, Inspecteur Général de l'Administration Territoriale, ou son représentant (Ministère de l'Intérieur) ;
- le Directeur du Trésor et des Finances Extérieures, ou son représentant (Ministère de l'Economie et des Finances).

Le Comité d'Audit et des Risques est chargé notamment de porter son appréciation sur la qualité du système de contrôle interne et sur la cohérence des dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques.

Instance Dirigeante

La Direction Générale du FEC évalue l'efficacité du processus de gestion des risques et procède à un examen régulier des politiques, stratégies et initiatives clés en matière de gestion des risques.

La Direction Générale effectue des présentations devant le Comité d'Audit et des Risques, émanation du Conseil d'Administration, sur les principaux aspects et les grandes évolutions de la stratégie de gestion des risques. Le CAR rend compte de ses travaux régulièrement au Conseil d'Administration, à l'occasion de chacune de ses réunions.

Comité de Crédit

Le Comité de Crédit est chargé d'examiner et de consentir les prêts dans les conditions fixées par le Conseil d'Administration.

Le Comité de Crédit du FEC comprend, outre le Gouverneur, Directeur Général du FEC, Président :

- 2 représentants désignés par le Ministère de l'Intérieur ;
 - 2 représentants désignés par le Ministère de l'Economie et des Finances ;
 - 1 représentant désigné par le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion.
- Le Comité de Crédit se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins l'exigent et au moins une fois par mois.

Comité des Risques Interne

Le Comité des Risques Interne, présidé par le Gouverneur, Directeur Général du FEC, se charge notamment de :

- assurer le suivi de la mise en œuvre de la stratégie globale de gestion des risques du FEC ;
- s'assurer de la conformité des procédures internes avec les prescriptions légales et réglementaires en vigueur ainsi qu'avec les normes et usages professionnels et déontologiques ;
- assurer le suivi et l'évaluation des dispositifs de prévention des risques mis en place par le FEC ;
- veiller à la mise en œuvre des recommandations du Comité d'Audit et des Risques et de celles des intervenants du contrôle externe en matière de prévention des risques ;
- examiner les informations relatives à la gestion des risques et s'assurer de leur fiabilité, avant leur transmission aux tiers.

Comité ALCO

Le Comité ALCO, présidé par le Gouverneur, Directeur Général du FEC, a pour attributions :

- élaborer et de mettre en œuvre la politique de gestion Actif-Passif de la Banque, dans ses différentes composantes (refinancement, placement, transformation, couverture, rentabilité des Fonds Propres (FP)...), conformément aux orientations stratégiques du Conseil d'Administration et aux dispositions législatives et réglementaires ;
- évaluer la politique tarifaire appliquée à la clientèle ;
- définir les limites nécessaires à l'encadrement des risques taux et liquidité ;
- de veiller aux équilibres bilanciaux de la Banque ;
- évaluer l'impact du lancement des nouveaux produits, ou toute nouvelle activité comportant un risque de taux ou de liquidité, sur la situation financière de la Banque ;
- de suivre le profil de risque de la Banque (risque de liquidité, de taux et de change) à l'aune des limites internes et réglementaires fixées par la Banque ;
- de valider les conventions et les modes d'écoulement en taux.

Direction des Risques et Contrôle Permanent

La Direction des Risques et Contrôle Permanent est chargée notamment de s'assurer de la fiabilité et de la sécurité des opérations réalisées par le FEC ainsi que de la mise en œuvre de processus efficaces de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques.

Audit Interne

L'Audit Interne est chargé des opérations d'audit portant sur l'organisation, les procédures et le fonctionnement du FEC.

Cette entité assure la réalisation des missions d'audit ainsi que la préparation et le suivi des réunions du Comité d'Audit et des Risques.

L'Audit Interne est également chargé d'apporter l'assistance nécessaire aux intervenants du contrôle externe et d'assurer le suivi de la mise en œuvre de leurs recommandations.

Fonction Conformité

La fonction Conformité est chargée du suivi de la conformité des opérations et des actes du FEC au regard des dispositions légales et réglementaires, applicables au FEC.

Elle est également chargée de la mise en œuvre et du suivi du code d'éthique et de déontologie applicable au personnel du FEC.

2. Exposition aux risques

Eu égard à la nature de ses activités, le profil de risque du FEC tel que formalisé au niveau de la Stratégie Globale des Risques, se présente comme suit :

Le risque de crédit : Le risque que les emprunteurs du FEC ne puissent pas honorer leurs engagements contractuels.

Le risque de concentration : Il s'agit du risque inhérent à une exposition individuelle importante, de nature à engendrer des pertes pouvant menacer la solidité financière de la Banque ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles.

Les risques environnementaux et sociaux : Ces risques peuvent se matérialiser par une atteinte à l'environnement (pollution de l'air, des sols, des eaux, ...) ou à la vie économique des individus se traduisant par une diminution de leurs revenus, un accroissement de leurs dépenses.

La responsabilité de gestion de ces risques incombe aux clients et aux autorités compétentes. Le rôle du FEC est d'appréhender les principaux enjeux environnementaux et sociaux des projets financés et vérifier le respect par ses clients des exigences législatives et réglementaires en la matière.

Les risques opérationnels : risques de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables aux procédures, aux ressources humaines, aux systèmes internes ou à des événements extérieurs.

Le risque structurel de taux d'intérêt : Le risque de taux d'intérêt correspond aux effets que les fluctuations des taux d'intérêt pourraient avoir sur les marges du FEC, ses revenus et la valeur économique de ses fonds propres.

Le risque structurel de liquidité : se rapporte au risque que le FEC ne puisse pas satisfaire les demandes de liquidités et s'acquitter de ses obligations lorsqu'elles viennent à échéance. Les demandes de liquidités peuvent survenir à l'échéance d'une dette et par suite d'un accord de crédit.

Le risque structurel de change : Le Risque qu'une fluctuation des taux de change impacte négativement les revenus de la Banque.

Le risque de non-conformité : correspond à l'exposition du FEC aux risques de réputation, de pertes financières ou de sanctions en raison de l'observation des dispositions légales et réglementaires, des normes et pratiques applicables à ses activités ou des codes de conduite.

Le risque stratégique : Le Risque inhérent à la stratégie choisie ou résultant de l'incapacité de l'établissement à mettre en œuvre son plan stratégique.

Le risque de réputation : Le Risque résultant d'une perception négative de la part notamment des contreparties ou des régulateurs pouvant affecter défavorablement la capacité de l'établissement à remplir sa mission et son accès aux sources de financement.

Le risque de cybersécurité : Le Risque que le FEC soit confronté à une attaque ou une violation de sécurité informatique qui peut compromettre la confidentialité, l'intégrité ou la disponibilité des données de ses clients, des transactions financières ou d'autres informations sensibles.

2.1 Risque de Crédit

Le FEC est exposé au risque de crédit en raison de son activité d'octroi de prêts.

Politique générale des prêts

Le FEC exige de ses clients un effort d'autofinancement d'au moins 20% du coût de l'investissement, sauf pour des exceptions justifiées et agréées par le Comité de Crédit.

Les taux appliqués sont soit des taux fixes soit des taux révisables.

Le remboursement des prêts FEC s'effectue au moyen de versements annuels, comprenant principal et intérêts.

Prise de décision

La Direction des Risques et Contrôle Permanent se charge de l'agrément du projet à financer et apprécie le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit ainsi que la capacité du client à mener à bien son projet.

Le Comité de Crédit décide de l'octroi du prêt. Ce dernier est autorisé par un arrêté conjoint signé par les Ministres de l'Intérieur et de l'Economie et des Finances.

Processus de gestion du risque de crédit

À la réception d'une demande de financement d'un projet et en fonction de sa taille, le Pôle Opérations, procède à l'évaluation du projet et à l'analyse de la qualité financière du client.

L'évaluation du projet à financer repose sur une connaissance approfondie du client, de la nature de l'investissement à réaliser et du montage financier mis en place.

L'analyse de la situation financière du client porte sur les données budgétaires des bilans d'exécution des budgets des trois dernières années, et des budgets approuvés respectifs ainsi que sur les données du budget prévisionnel de l'année en cours.

Une analyse rétrospective est établie dans un premier temps, afin de dégager les tendances d'évolution des principales rubriques budgétaires de la Collectivité Territoriale.

Dans un second temps, une analyse prospective est effectuée sur la base des tendances observées afin de mesurer, dans le temps, l'évolution de la capacité d'emprunt de la Collectivité Territoriale.

Le calcul de la capacité d'emprunt intègre les principes suivants :

- la capacité de remboursement de la Collectivité est fonction du niveau d'épargne dégagé ;
- l'épargne maximale convertible en annuité ne doit pas dépasser 80% de l'épargne brute ;
- le taux d'endettement maximum ne doit pas être supérieur à 40%, sauf dérogation expresse du Conseil d'Administration.

Préalablement à tout agrément de prêt, la Direction des Risques et Contrôle Permanent se charge d'apprécier le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit en se basant sur :

- l'analyse du contenu du dossier-client : données générales et juridiques, données financières et techniques ;
- l'analyse de la situation financière rétrospective et prospective du client, ce qui permet de déterminer la qualité financière intrinsèque de celui-ci et d'apprécier divers ratios d'endettement, de solvabilité ainsi que la capacité d'autofinancement ;
- l'appréciation de la qualité du client sur la base de l'historique des remboursements des prêts déjà contractés et de la situation de ses arriérés vis-à-vis du FEC ;
- l'appréciation de l'évaluation du projet sur la base de ratios techniques communément admis par type de projets ;
- le jugement de la nécessité d'assortir, le prêt à consentir à la fourniture de garanties et la proposition des mesures de correction de risque à mettre en place.

Les conditions générales d'octroi de prêts

Au même titre que les autres dettes des Collectivités Territoriales, les annuités d'emprunt FEC sont assorties de l'obligation légale d'inscription dans leurs budgets.

Les contrats de prêts FEC prévoient :

- une clause suspensive des décaissements en cas de détérioration de la situation financière de l'emprunteur ;
- une clause suspensive des décaissements en cas de retard de paiement dépassant 30 jours.

Profil de solvabilité

À fin décembre 2023 :

Les risques nets pondérés supportés par le FEC se sont établis à 7 790 508 Milliers de DH et sont constitués à hauteur de 84% du risque de crédit et de 16% du risque opérationnel.

Dans le respect des exigences prudentielles, le ratio de solvabilité s'est établi à 75,19%, tandis que le ratio Tier One s'est affiché à 62,36% reflétant ainsi le bon niveau de solvabilité de l'Institution.

Analyse du portefeuille de crédit

Les créances sur la clientèle, constituées de 99,93% d'engagements au profit des Collectivités Territoriales, ont totalisé 28 071 355 Milliers de DH au 31 décembre 2023.

Les engagements de financement donnés par le FEC en faveur de la clientèle se portent, au 31 décembre 2023, à 4 990 773 Milliers de DH.

L'analyse de la situation des engagements hors bilan arrêtée au 31 décembre 2023, fait ressortir que 67,75% du volume global correspond à des prêts récents engagés depuis moins de 3 ans.

Provisions, politique de provisionnement et couverture des risques de crédit

La Direction Comptabilité & Reporting se charge du processus de classement et de provisionnement des créances en souffrance.

Les créances sur les Collectivités Territoriales sont affectées d'un taux de pondération de 20%.

La politique de classification et de provisionnement est conforme aux dispositions de la circulaire n°19/G/2002 de Bank Al-Maghrib.

Coefficient de Division Des Risques

Le FEC veille en permanence, au respect du rapport maximum de 20% entre le total des risques encourus sur un même client et ses fonds propres.

Dans le cadre des demandes de financement, les entités opérationnelles ainsi que la Direction des Risques et Contrôle Permanent s'assurent du respect du coefficient de division des risques, lequel est également suivi par la Direction Comptabilité et Reporting.

Le coefficient de division des risques s'établit, selon les modalités de la circulaire n°08/G/2012 de Bank AlMaghrib à 9,99% à fin décembre se situant ainsi en dessous du seuil réglementaire fixé par BAM.

En application de la directive n°2/G/2010 de Bank AlMaghrib, relative à la pratique des stress tests et dans le but de renforcer les outils de mesure et d'appréciation du risque crédit, des stress tests ont été effectués afin d'évaluer le degré d'aversion du FEC à ce risque.

Les résultats issus des stress tests minimaux au sens de ladite directive, incorporant des changements potentiels dans la composition du portefeuille du FEC, témoignent de la capacité de résistance du FEC au risque crédit. Le FEC affiche dans l'ensemble des scénarii un ratio de solvabilité supérieur au seuil réglementaire et un taux des créances en souffrance ne dépassant pas 1%.

2.2 Gestion Actif/Passif

Responsables de la gestion Actif/Passif

La gestion des risques ALM est assurée au sein du Pôle Finance par le Département Contrôle de Gestion et ALM.

Le Comité ALCO, présidé par le Gouverneur, Directeur Général du FEC, se charge du suivi transversal et collégial des risques financiers auxquels est exposée l'institution et de l'examen des décisions qui affecteraient la gestion Actif/Passif.

Gestion Actif/Passif

Le FEC a mis en place un dispositif de pilotage des risques bilanciaux tels que les risques de liquidité, de taux d'intérêts et de change, de telle sorte à pouvoir suivre leur évolution de manière continue en fonction de la tendance des marchés financiers, et de l'activité de la Banque.

Afin de préserver les équilibres financiers de la Banque, le dispositif ALM veille à :

- assurer un niveau de liquidité suffisant, permettant à la Banque de faire face à ses obligations à tout moment en la mettant à l'abri d'une crise éventuelle ;
- s'assurer que le risque inhérent aux positions de change ne vienne diminuer la marge bénéficiaire de la Banque ;
- assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêts, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des fonds propres ;
- orienter la stratégie de la Banque en matière de refinancement.

Risque de Liquidité

Le risque de liquidité se définit comme étant le risque pour la Banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, de ses engagements à leur échéance.

Le FEC peut être exposé au risque de liquidité qui peut se présenter sous l'une des formes suivantes :

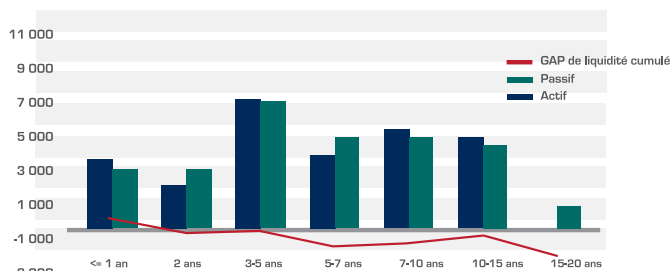
- L'incapacité de l'établissement de lever les fonds nécessaires pour faire face à des situations inattendues à court terme, notamment un tirage important des engagements de financement donnés aux CT ;
- Le non adossement des actifs et passifs ou le financement des actifs moyen et long termes par des passifs à court terme.

Approche retenue dans le calcul des Gaps de liquidité :

La mesure de ce risque est basée sur des éléments de bilan à une date d'arrêté donnée, classés selon leur durée résiduelle, et sur lesquels sont appliquées les lois d'écoulement et conventions ALM. L'impasse statique en flux permet de déterminer l'excédent ou le besoin de ressources à moyen/long termes dans l'hypothèse qu'il n'y ait pas de production nouvelle d'actifs et de passifs.

Au 31 Décembre 2023, le profil des impasses de liquidité se présente comme suit :

IMPASSES ANNUELLES DE LIQUIDITÉ



Gestion du Risque de Taux d'intérêt (IRRBB)

Le risque de taux d'intérêt correspond à la sensibilité du bilan quant aux mouvements futurs des taux d'intérêt. L'appréciation de ce risque est basée sur des éléments de bilan à une date d'arrêté donnée, classés selon leur durée résiduelle, et sur lesquels sont appliquées les lois d'écoulement et conventions ALM. L'impasse statique en flux permet de déterminer l'excédent ou le besoin de ressources à moyen/long termes dans l'hypothèse qu'il n'y ait pas de production nouvelle d'actifs et de passifs.

Scénario 1 : Déplacement parallèle de la courbe des taux d'intérêt à la hausse (+ 200 bps) ;

Scénario 2 : Déplacement parallèle de la courbe des taux d'intérêt à la baisse (- 200 bps) ;

Scénario 3 : Hausse des taux courts ;

Scénario 4 : Baisse des taux courts ;

Scénario 5 : Aplatissement de la courbe des taux ;

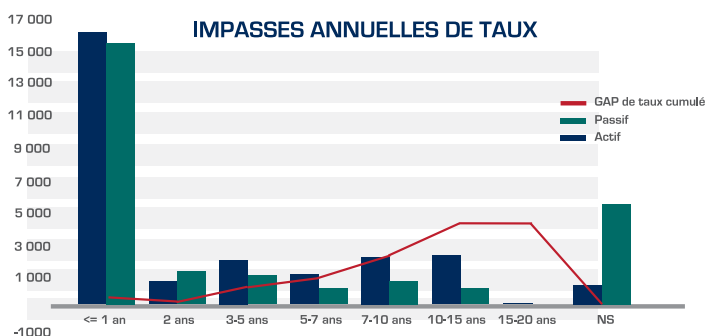
Scénario 6 : Pentification de la courbe des taux.

L'analyse et l'évaluation des risques de taux d'intérêt obéit à une double logique à savoir la préservation de la marge d'intérêt et de la valeur économique des fonds propres.

La Banque a opté pour l'approche dite méthode des échéances en mode statique. Cette approche consiste à écouler toutes les positions du bilan en statique en fonction de leurs caractéristiques contractuelles ou conventionnelles.

Exposition au 31 Décembre 2023

Les impasses de taux en flux se présentent au 31 Décembre 2023, comme suit :



L'impact des scénarii réglementaires est de -3,07% sur la marge d'intérêt nette prévisionnelle et de 13,39% sur la valeur économique des fonds propres.

Risque de Change

Afin d'être immunisé contre le risque de change, le FEC a mis en place une couverture parfaite et intégrale et ce, à l'occasion des tirages effectués à compter de l'exercice 2019 sur les lignes de crédit contractées auprès des bailleurs de fonds étrangers ;

Pour rappel, la couverture du risque de change afférent à la majorité des emprunts extérieurs mobilisés par le FEC au cours des années 90, est prise en charge par l'Etat (Ministère de l'Economie et des Finances / Direction du Trésor et des Finances Extérieures) moyennant rémunération, dans le cadre d'un système propre à chaque ligne de prêt.

2.3 Risques Opérationnels

Au cours des dernières années et conformément aux dispositions de Bank AlMaghrib et aux principes de bonne gouvernance, le FEC a mis en place un dispositif de contrôle interne évolutif qui permet :

- d'assurer la fiabilité et l'intégrité des informations financières et comptables produites ;
- de s'assurer que les opérations sont réalisées conformément aux lois et règlements en vigueur et selon les orientations et normes de gestion définies par l'Organe de Direction et l'Organe d'Administration ;
- de prévenir et de maîtriser les risques liés à son activité à travers des procédures bien définies et régulièrement contrôlées.

La Direction Générale supervise le dispositif de gestion des risques opérationnels et assure le suivi des actions entreprises pour son renforcement.

Cadre Général

Le FEC a entrepris plusieurs actions pour le renforcement du dispositif de contrôle interne et la mise en place du socle nécessaire pour la construction d'un dispositif de gestion des risques opérationnels robuste et pérenne adossé aux meilleures pratiques et conforme aux exigences réglementaires :

» Mécanisme de délégations de signatures

Le FEC a mis en place un mécanisme évolué de délégations de signatures, basé sur une définition précise des pouvoirs et une délimitation claire des responsabilités. Ce mécanisme répond aux principes suivants :

- Le principe de double signature est obligatoire pour toutes les opérations affectant les comptes du FEC ou d'autres éléments de son actif ;
- La séparation entre l'initiation et l'exécution d'une part, et le contrôle d'autre part ;
- Les remplacements sont systématiquement prévus en cas d'absence ou d'empêchement d'une personne de sorte à assurer la continuité de service.

» Manuel de procédures générales

Le FEC est doté d'un manuel de procédures générales couvrant tous les processus fonctionnels des domaines Pilotage, Métiers et Support. La cartographie générale des processus et procédures a été élaborée selon les exigences de la norme Qualité ISO 9001 V2008.

Par ailleurs, l'intégration de l'outil de modélisation MEGA process a permis d'avoir un référentiel des procédures unique, structuré et accessible par tous les collaborateurs du FEC à travers un site intranet. Ce référentiel fait l'objet d'une maintenance évolutive régulière.

» Manuel de procédures et d'organisation comptable

Le FEC est doté d'un manuel de procédures et d'organisation comptable permettant de s'assurer que :

- toutes les opérations réalisées par le FEC sont fidèlement traduites en enregistrements comptables ;
- tous les enregistrements sont conformes au Plan Comptable des Etablissements de Crédit et à la réglementation en vigueur ;
- toutes les informations financières et comptables diffusées en interne et externe sont fiables, complètes et intelligibles pour ses utilisateurs.

» Manuel de contrôle interne

Conformément à la réglementation en vigueur et aux meilleures pratiques en la matière, le FEC est doté d'un manuel de contrôle interne lui permettant de veiller à la régularité et à la bonne application des procédures mises en place ainsi qu'à la formalisation des points de contrôle.

» Plan de Continuité d'Activité

Conformément aux dispositions de la circulaire n°4/W/2014 du Wali de Bank AlMaghrib, relative au contrôle interne des établissements de crédit et de la directive n°47/G/2007 de Bank AlMaghrib, relative au plan de continuité de l'activité au sein des établissements de crédit, le FEC dispose d'un Plan de Continuité d'Activité (PCA), qui a été approuvé par le Conseil d'Administration. Le PCA permet au FEC d'assurer le fonctionnement de la Banque en mode dégradé ainsi que la reprise des activités, et ce, selon divers scénarios de crise.

La mise en œuvre du PCA du FEC a porté notamment sur la mise en place des :

- Dispositifs de continuité Système d'Information ;
- Dispositifs de continuité Logistique ;
- Dispositifs de continuité ressources humaines ;
- Dispositifs de continuité des opérations.

Afin d'assurer le maintien opérationnel des dispositifs mis en place, le corpus documentaire PCA (Etude de criticité, Stratégie de continuité, Procédures, Plan de communication...) est mis à jour régulièrement. De même, un plan de maintenance et de renforcement du PCA du FEC est en cours d'élaboration.

Par ailleurs, le FEC continue à assurer une veille permanente quant à la survenance de tout événement pouvant nécessiter l'activation de son PCA, afin de garantir la continuité d'activité des services de la Banque et la sécurité de ses collaborateurs. Ainsi, et en l'absence d'incident nécessitant son activation, le PCA du FEC n'a pas été activé au cours du deuxième semestre 2023.

Gestion des risques opérationnels

Le FEC est doté d'une cartographie des risques opérationnels s'appuyant sur la typologie Bâle II et dont la mise à jour s'effectue annuellement. Cette cartographie couvre les processus relevant des domaines crédit, support et systèmes d'information et permet de cibler les processus nécessitant une surveillance particulière ou renforcée.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels déployé au FEC, dans le cadre de la réforme Bâle II et en application de la Directive n°29/G/2007 émise par Bank AlMaghrib, permet l'identification, l'évaluation des risques opérationnels ainsi que le suivi des plans d'actions arrêtés pour les risques majeurs identifiés. Ce dispositif a été complété en 2011 par une base de collecte des incidents qui permet de dégager une vision objective des risques encourus et la réévaluation de ces risques par les résultats de la collecte des incidents opérationnels.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels est entièrement automatisé suite au déploiement d'une application SI, permettant d'assurer :

- l'identification, l'évaluation et la surveillance des risques opérationnels à travers la cartographie des risques ;
- la conciliation de la cartographie des risques avec le manuel des procédures générales ;
- le suivi des plans d'actions arrêtés pour les risques majeurs identifiés ;
- la collecte des incidents liés aux risques opérationnels.

Organisation

Sur le volet organisationnel, le pilotage du dispositif de gestion du risque opérationnel est assuré par la Direction des Risques et Contrôle Permanent. Cette dernière s'appuie sur des correspondants risques opérationnels (CRO) au niveau des entités Métiers et Supports.

Ces CRO se chargent de la remontée d'incidents opérationnels, de l'analyse de la base de collecte de ces incidents et de la mise en œuvre des plans d'action de couverture des risques majeurs. A cet effet, une procédure de collecte et de remontée des incidents opérationnels ainsi qu'une fiche de déclaration de la survenance d'un incident opérationnel ont été élaborées et mises à la disposition des CRO afin d'outiller la démarche de collecte et de remontée des incidents.

La gouvernance des risques opérationnels est assurée par le Comité des Risques Interne.

Couverture des risques opérationnels

Conformément aux dispositions réglementaires relatives aux exigences minimales en fonds propres, le FEC procède depuis Décembre 2011 à la couverture des risques opérationnels.

L'exigence en fonds propres pour la couverture des risques opérationnels est calculée selon l'approche "indicateur de base", soit égale à 15% de la moyenne du produit net bancaire, calculée sur les 3 dernières années.

2.4 Risques de Non-Conformité

Conformément à la directive n°49/G/2007 de Bank AlMaghrib relative à la fonction conformité du 31 août 2007, le FEC s'est doté d'une politique et d'une charte de conformité.

mazars

101, Bd Abdelmoumen
20360 Casablanca
Maroc

Coopers Audit

83, Avenue Hassan II
Casablanca
Maroc

FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL

**ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION
PROVISOIRE DES COMPTES SOCIAUX**

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire du Fonds d'Equipelement Communal comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et une sélection des états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 5 876 479 KMAD dont un bénéfice net de 199 087 KMAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel du fonds et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds d'Equipelement Communal établis au 31 décembre 2023, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 27 mars 2024

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS AUDIT ET CONSEIL

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Boulevard Abdelmoumen
20360 Casablanca
Tél. : 05 22 42 34 25
Fax : 05 22 42 34 00

Taha FERDAOUS
Associé

COOPERS AUDIT MAROC S.A

COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social: 83 Avenue Hassan II
Casablanca
Tél: 0522 42 11 90 | Fax: 0522 27 47 34

Abdellah LAGHCHAUI
Associé



Fonds d'Equipeement Communal
Espace Oudayas, angle avenue Annakhil and avenue Ben Barka
B.P. 2175 - Hay Ryad 10 100 - Rabat - Morocco
Phone: +212 (0) 537 56 60 90 to 93 - Fax: +212 (0) 537 56 60 94

www.fec.ma